



Cahier des Clauses Particulières

Appel d'offres ouvert numéro : **25103**

(Articles. L.2124-1 et s. / art. R. 2124-1 et s. du code de la commande publique)

Pouvoir adjudicateur : **CROUS de Montpellier-Occitanie 2, rue Monteil – CS 85053
34093 MONTPELLIER CEDEX 5**

Objet : **FOURNITURE DE CARTES CADEAU
POUR LE CROUS DE MONTPELLIER – OCCITANIE 2025/2029**

SOMMAIRE :

Article 1 Les contractants	2
1. 1 Le pouvoir adjudicateur	2
1. 2 Le titulaire	2
Article 2 Pièces contractuelles	2
Article 3 Dispositions générales	2
3. 1 Objet et périmètre des prestations	2
3. 2 Décomposition de l'accord-cadre	3
3. 3 Type d'accord cadre	3
3. 4 Bons de commande	3
3. 5 Modifications	4
Article 4 Durée et délais d'exécution	4
4. 1 Durée du contrat	4
4. 2 Prise d'effet	4
Article 5 Facturation - règlement	4
5. 1 Caractéristiques des prix	4
5. 2 Présentation des demandes de paiement	5
5. 3 Avance	5
5. 4 Facturation électronique via CHORUS PRO	5
5. 5 Délais de règlement	6
5. 6 Intérêts moratoires	6
Article 6 Conditions d'exécution des prestations	6
6. 1 Conditionnement et classement des cartes à livraison	6
6. 2 Adresse de livraison	6
6. 3 Délai de livraison	6
6. 4 Franco de port quel que soit le montant de la commande	7
6. 5 Cas de dépassement du montant initial	7
Article 7 Vérification de l'exécution des prestations	7
Article 8 Garanties des prestations	7
Article 9 Pénalités	7
9. 1 Pénalité pour retard de livraison	7
9. 2 Pénalité pour non-conformité contractuelle	7
Article 10 Assurances	7
Article 11 Résiliation & exécution par défaut	8
11. 1 Résiliation	8
11. 2 Exécution aux frais et risques du titulaire	8
11. 3 Résiliation à la demande du titulaire	8
11. 4 Résiliation pour motif d'intérêt général	9
Article 12 Droit et Langue	9
Article 13 Dérogations au C.C.A.G.	9

Article 1 Les contractants

1. 1 Le pouvoir adjudicateur

Crous de Montpellier-Occitanie
2, rue Monteil CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :
Sandrine CLOAREC, Directrice Générale du Crous de Montpellier-Occitanie.

Service relevant de la procédure et l'exécution du présent contrat :
Service Achats – Marchés Publics du Crous
service.marches@crous-montpellier.fr

Agence comptable :
agence.comptable@crous-montpellier.fr

1. 2 Le titulaire

A l'issue de la procédure de consultation, l'attributaire sera désigné titulaire par l'Administration.

Article 2 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (BPU – DSC - Fiche de renseignements)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le mémoire technique de l'entreprise
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021.
- Les déclarations DC1 et DC2 ou DUME le cas échéant

Article 3 Dispositions générales

3. 1 Objet et périmètre des prestations

La présente consultation concerne l'achat de cartes cadeau pour le Crous de Montpellier-Occitanie.

Périodes de commande et volumétrie estimative :

Pour la première commande de fin d'année 2025 au bénéfice des personnels du Crous, les cartes auront une valeur faciale de 100€ et 50€ (volume estimatif : 600 à 700 cartes à 100€ et 150 à 200 cartes à 50€, à confirmer au moment de la commande).

Ponctuellement et pour diverses autres occasions, des cartes d'une valeur de 10€, 15€, 20€ et 50€ pourront être commandées par certains services du Crous de Montpellier - Occitanie.

Le service émetteur des commandes sera essentiellement le service Ressources humaines du Crous. Ponctuellement, d'autres services du Crous, notamment le service Social et le service Vie de campus pourront émettre des commandes.

Personnalisation :

Les cartes cadeaux devront être personnalisées en fonction des événements. En ce qui concerne les cartes de fin d'année, les mentions de personnalisation souhaitées, en plus des mentions réglementaires, sont les suivantes :

- Nom du bénéficiaire,
- Mention « le Crous vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année 2025 »,

Le Crous fournira, pour la commande spécifique de fin d'année, un fichier Excel lors de la commande listant le nom des agents par service. Cette liste sera actualisée à chaque reconduction. Le Crous ne fournira pas d'autres fichiers.

Durée de validité des cartes :

La durée de validité des cartes sera d'un an à date évènement

Utilisation fractionnée

Les cartes doivent pouvoir être utilisées fractionnées (en plusieurs fois)

Lieux de livraison

Montpellier (34)

Devenir des cartes surnuméraires non utilisées :

Les cartes surnuméraires non distribuées doivent pouvoir être retournées au fournisseur contre remboursement.

Règlement

Le mode de paiement sera uniquement par virement bancaire.

3. 2 Décomposition de l'accord-cadre

Compte tenu de la nature des prestations et de la centralisation des commandes, le présent marché n'est pas alloti.

3. 3 Type d'accord cadre

Le présent marché est mono-attributaire.

Le présent accord cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et s. / R. 2124-1 et s. du Code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution du contrat mono-attributaire est à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant estimatif annuel est de **100 000 € HT** et le montant maximum annuel est de **200 000 € HT**.

Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021.

3. 4 Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date d'exécution ;
- le lieu de livraison ;

- les montant HT, TVA et TTC ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur devront être honorés par le ou les titulaires.

3. 5 Modifications

Toute modification sera introduite par voie d'avenant, dans les conditions fixées par l'article L. 2194-1 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (par exemple pour la fourniture de cartes cadeau de caractéristiques différentes). La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 4 ans à compter de la notification du présent marché.

Article 4 Durée et délais d'exécution

4. 1 Durée du contrat

Le démarrage du marché est effectif à compter du 21/11/2025 ou à date de sa notification au titulaire si la notification intervient après le 21/11/2025. Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification.

La durée d'exécution du marché est de 13 mois et 10 jours pour finir le 31/12/2026. Le marché est reconductible à l'expiration de la période initiale par tacite reconduction, pour trois périodes d'une année. Sa durée totale ne peut dépasser 4 (quatre) ans, 1 (un) mois et 10 (dix) jours, pour une fin maximale au 31/12/2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 Code de la Commande publique.

4. 2 Délais et conformités contractuelles

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 5 Facturation - règlement

5. 1 Caractéristiques des prix

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires.

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché, ils ne sont ni révisables ni actualisables.

Le taux de la TVA est celui en vigueur à la date de la consultation. Il devra cependant suivre les modifications des règles fiscales en vigueur en cours de marché.

5. 2 Présentation des demandes de paiement

Les factures seront établies sur la base des commandes validées par le Crous.

Le paiement est effectué dès réception de la facture, dès lors que la facture est liquidable, c'est-à-dire que les services rendus ne prêtent pas à contestation.

Aux fins de règlement, le responsable du service émetteur de la commande (la Directrice du service des ressources humaines pour les cartes aux personnels ou la responsable du service Vie de campus pour les cartes aux étudiants) vérifiera, après chaque livraison, que les services ont bien été rendus par l'entreprise.

Outre les mentions légales, les factures feront apparaître les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.

5. 3 Avance

Sans objet

5. 4 Facturation électronique via CHORUS PRO

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement** sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Renseignements nécessaires à la facturation

SIRET du Crous de Montpellier- Occitanie : **183 400 084 00012**

Le code service pour le dépôt des factures dans Chorus pro sera indiqué dans le bon de commande. Pour information, ces codes sont :

- **1032** pour le service Ressources humaines (cartes pour les personnels)
- **1035** pour le service Vie de campus (cartes pour les étudiants)

Les informations complémentaires concernant Chorus Pro sont disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;

- Le code d'identification du service en charge du paiement : cf. liste affichée sur Chorus ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5. 5 Délais de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours. Le délai débute à la date de réception de la facture dans l'unité de gestion.

Le règlement sera effectué par mandat administratif, après certification du service fait.

5. 6 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 6 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

6. 1 Conditionnement et classement des cartes à livraison

Le titulaire fournira les cartes cadeaux :

- regroupées en différents paquets par service, conformément au fichier transmis par le Crous, avec identification du service sur chaque paquet
- classées par ordre alphabétique dans chaque paquet de cartes

6. 2 Adresse de livraison

Crous de Montpellier – Occitanie
Service Ressources Humaines (ou autres services le cas échéant)
2 rue Monteil CS 85053
34093 Montpellier cedex 5

6. 3 Délai de livraison

Le titulaire veillera à livrer les cartes cadeau dans **un délai maximal de 8 jours ouvrés** à compter de la réception de la commande.

6. 4 Franco de port quel que soit le montant de la commande

Les cartes sont livrées franco de port sans minimum de commande

6. 5 Cas de dépassement du montant initial

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant initial est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 7 Vérification de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le service émetteur du bon de commande dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 8 Garanties des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 Pénalités

9. 1 Pénalité pour retard de livraison

Conformément à l'article 14.1 du CCAG –FCS, Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Les délais contractuels étant :

- Le délai de livraison indiqué par le titulaire dans le D.S.C. ou le mémoire technique.
- A défaut, le délai de livraison mentionné au présent CCP

En cas de manquement à cette obligation contractuelle, pourra être appliquée une **pénalité de 300€ HT par jour de retard**. Cependant, la prolongation éventuelle du délai d'exécution peut être accordée par le service destinataire. Les formalités peuvent avoir lieu par voie électronique.

9. 2 Pénalité pour non-conformité contractuelle

Une **pénalité de 300€ HT** pourra être appliquée dans le cas d'une non-conformité contractuelle entre l'engagement du titulaire dans son offre et la réalité de l'utilisation de la carte cadeau, notamment en cas de non-conformité de la liste des points de vente (d'acceptation de la carte) dans l'Hérault, le Gard et les Pyrénées Orientales, après demande au titulaire de justifier sous quinzaine la non-conformité constatée.

Article 10 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'assurance doit comprendre : assurance perte, vol, détérioration pour toutes ces livraisons

Article 11 Résiliation & exécution par défaut

11. 1 Résiliation

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et suivants du code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire pour les motifs suivants :

- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- De défaillance notoire du titulaire ou
- De fréquence anormale des incidents

En cas de refus d'assurer l'un des services prévus par le marché, de service assuré incomplètement ou de retard répété dans le rendu du service :

- le Crous adressera une fiche de non-conformité au titulaire du marché, avec demande d'explication motivée ; au-delà de trois infractions constatées, le Crous pourra procéder à la dénonciation du marché sans indemnités ;

- le Crous pourra se fournir là où il le jugera utile ; en cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la plus proche facture mise en paiement à son profit.

La répétition non motivée de ces difficultés sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

11. 2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le présent C.C.P. prévoit, conformément à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Si après une mise en demeure du titulaire, assortie d'un délai de 15 jours, les défauts constatés n'étaient pas corrigés, le Crous peut résilier le marché en cours d'exécution, sans indemnités, par décision envoyée en recommandé avec accusé de réception.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du chapitre 7 « Résiliation » du C.C.A.G.-F.C.S.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11. 3 Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché (par exemple, forte augmentation des prix engendrant pour le titulaire des ventes à perte, fin d'activité de l'entreprise, ...), il informe le Crous des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée,

compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché.

La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du Crous.

11. 4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché, pour motifs d'intérêt général, sans indemnité et à tout moment par décision de résiliation.

Article 12 Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 13 Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 10 déroge au chapitre 7 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

ACCEPTATION

Nom prénom et fonction du signataire :

Date de signature :

Tampon de l'entreprise :

Signature :